

Conseil Municipal
du 12 janvier 2023

♦♦♦♦♦♦♦♦

PROCES-VERBAL DE REUNION

1	Rénovation - restructuration du groupe scolaire Pierre et Marie Curie / Demande des subventions DETR et DSIL – 2023
2	Accompagnants des Elèves en Situation de Handicap (AESH)
3	Vente de la maison Bertrand et d'un bâtiment annexe sis 6 et 6 bis rue de Verdun – Accord de principe et autorisation de signature
4	Finances – Location des emplacements du dernier niveau du parking du château - Tarifs au 1er janvier 2023
5	Finances – Budget principal– Exercice 2022– Décision modificative n°5
6	Finances – Budget annexe Pompes Funèbres– Exercice 2022 – Décision modificative n°2
7	Finances – Budget annexe Crématorium – Exercice 2022 – Décision modificative n°1
8	Finances - Exercice 2023 - Subvention de fonctionnement au Centre Communal d'Action Sociale – Avance sur subvention 2023
9	Finances - Exercice 2023 - Subvention de fonctionnement à l'Association LES POSSIBLES – Avance sur subvention 2023
10	Finances - Exercice budgétaire 2023 – Budget annexe Eau et Assainissement - Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits
11	Finances - Exercice budgétaire 2023 – Budget Principal - Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	/	L'an deux mille vingt-trois, le 6 janvier, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 12 janvier, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	/	
Pour	/	
Abstention	/	
Quorum	17	

Séance du 12 janvier 2023

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, M. PAILLASSE, Mme LEFOULON (*arrive au point n°2*), M. TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. BAILLAU, Mme COLLET, M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD (*arrive au point n°2*), MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, M. TRIDON, Mmes ROUYERE, ANGOT, M. CHOUZY, Mme DEGUARA conseillers municipaux.

Excusés :

Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. LE SCORNET
M. FAUCON donne pouvoir à Mme JONES
M. FRANCOU donne pouvoir à M. MOTTAIS
M. CREUSIER donne pouvoir à M. TALOIS

Mme OGER.

Mme DESBOIS a été désignée secrétaire de séance.

1 - Rénovation - restructuration du groupe scolaire Pierre et Marie Curie / Demande des subventions DETR et DSIL – 2023

M. PAILLASSE expose :

Vu la baisse de la natalité ayant pour conséquence la baisse continue du nombre d'enfants mayennais scolarisés dans les écoles (- 34 % en 20 ans), le conseil municipal a validé lors de sa séance du 23 juin 2022 **le schéma directeur de regroupement des écoles** et a acté :

- le regroupement des écoles maternelles de Charles Perrault et de l'Angellerie sur le site de l'Angellerie
- le regroupement des écoles élémentaires Louise Michel et Pierre et Marie Curie sur le site de l'école élémentaire Pierre et Marie Curie
- le regroupement des maternelles de Jacques Prévert et Pierre et Marie Curie sur le site de l'école maternelle Pierre et Marie Curie.

A cet effet, il est nécessaire de procéder à la rénovation et à la restructuration du site de Pierre et Marie Curie.

Un cabinet d'architecture MAGMA architecture désigné pour l'opération de rénovation de Pierre et Marie Curie pour un démarrage de mission « diagnostic Esquisse APS » notifié le 26 septembre 2022 :

Ville de Mayenne
Séance du 12 janvier 2023

Le cabinet MAGMA architecture recruté pour assurer la maîtrise d'œuvre de cette opération a proposé une version qui prenait en compte la rénovation de la partie maternelle et de la partie élémentaire et une alternative au projet initial qui consiste en un regroupement des deux écoles sur le seul site de l'école élémentaire. Cette seconde solution semble la plus pertinente pour plusieurs raisons :

- Le traitement du radon présent sur la maternelle est très coûteux,
- La partie de l'école élémentaire est très vaste et peut être optimisée,

Il est possible de diminuer fortement les coûts de fonctionnement (chauffage, électricité, maintenance des appareils) en imaginant une construction plus compacte et de mutualiser des équipements communs aux deux entités tels que la cuisine ou la chaufferie.

L'audit énergétique provisoire démontre que la version la plus compacte du projet permettrait de diminuer de 80 % les consommations de chauffage actuelles, d'atteindre l'objectif RT BBC rénovation et d'atteindre l'objectif du décret tertiaire pour 2050 et une baisse des émissions de CO2 de 80.5 %.

Création d'une maternelle sous l'école élémentaire : un seul équipement plus compact :

Au vu de tous ces éléments, le cabinet a proposé de compacter le projet en implantant les classes de maternelle sur la partie basse de l'école élémentaire et de créer une extension sous une partie du préau actuel. La partie maternelle ne serait pas réhabilitée mais son emprise pourrait être conservée pour de futurs projets.

Des réunions de concertation pour présenter les deux variantes de l'avant-projet se sont tenues le 14 novembre avec le personnel des écoles (ATSEM et AST), le 15 novembre en présence des enseignants de Pierre et Marie Curie et de Jacques Prévert et le 16 novembre avec les représentants de parents d'élèves

Il a également fallu penser à l'adéquation de cette variante du projet avec la journée des enfants, de la garderie du matin, aux temps de classe, à la pause méridienne et aux temps périscolaires. Il a également fallu imaginer les déplacements des enfants qu'ils soient en maternelle ou en élémentaire pour que ces derniers s'effectuent en toute sécurité.

Lors du COTEC du 22 décembre 2022, l'APS plus détaillé, qui a pris compte des remarques émises lors des concertations des 14, 15, 16 novembre a été de nouveau présenté.

L'APS a fait l'objet d'un échange en réunion technique avec les utilisateurs le 5 janvier 2023.

Opération de rénovation de l'école Pierre et Marie Curie l'APS de base :

Le montant de l'APS 1 est de **3 757 474.55 € HT (hors options)**

Cela comprend :

- la rénovation énergétique de l'étage (environ 1000 m²) : isolation par l'intérieur, isolation de tous les planchers hauts et bas, isolation des parois extérieures, calorifugeage de tous les réseaux de distribution de chauffage, mise en place d'une ventilation double-flux, installation d'éclairage led sur l'ensemble du projet
- la réalisation de classes en rez-de-jardin et la construction de deux autres classes en extension de l'existant et la construction de locaux pour le périscolaire.
- la création d'un réfectoire supplémentaire pour les 4 classes maternelles
- le désamiantage de l'école élémentaire,
- l'accès pour les personnes à mobilité réduites au niveau du réfectoire,
- la réalisation d'un abri poussettes, d'un local à vélos,
- l'agrandissement du préau,
- des sanitaires supplémentaires au rez-de-chaussée et au rez-de-jardin.

L'école compterait 7 classes élémentaires et 4 maternelles, 2 bibliothèques, une salle de TAP à l'étage et des locaux pour le périscolaire au niveau du préau actuel, des sanitaires sous le préau et de nouveaux

sanitaires dans la partie élémentaire, un grand dortoir, une salle municipale de motricité qui pourrait être mutualisée avec des associations.

Un comité de pilotage s'est réuni le 9 janvier 2023 et a statué sur une proposition pour l'APS prenant en compte certaines options conseillées par la Maitrise d'œuvre :

- Un passage couvert qui relie les deux entrées, côté rue et présente un espace d'accueil pour les familles et un signal en entrée de l'établissement 85 000 €
- Une borne de rechargement des véhicules électriques et 5 arrivées.

Le montant de l'APS 1, hors maîtrise d'œuvre et avec les options proposées, après l'avis favorable du comité de pilotage du 9 janvier, serait de 3 716 255 € HT

Les éventuels surcoûts liés à la structure existante, aux conclusions des études géotechniques, aux diagnostics amiante et plombs ne sont pas estimés et pourraient avoir une influence sur l'enveloppe globale du projet et c'est donc à la prochaine étape soit au moment de l'APD avant-projet définitif en mars 2023, que les contours du projet et les options seront définitivement validées.

Il est important de préciser que cet APS ne prend pas en compte l'aménagement extérieur de l'école : création des accès, places de stationnement dont le montant est évalué entre 200 000 et 250 000€ HT.

L'étude de l'aménagement de la cour de l'école de l'école est incluse dans la mission de MOE mais les travaux à réaliser ne sont pas inclus dans l'enveloppe prévisionnelle de l'opération de rénovation de l'école au stade APS. En effet, cette opération de rénovation de l'école Pierre et Marie Curie s'inscrit dans un programme d'urbanisme plus global de requalification du quartier du Pommier, en lien avec « Petites Villes de demain » qui doit se décliner en plusieurs opérations, qui vont se dérouler soit de manière concomitante, soit vont se succéder et sont à l'étude :

- Sur le site de Pierre et Marie Curie :
 - L'opération « aménagement de la rue Lamartine et des abords de l'école Pierre et Marie Curie » fera l'objet d'un marché spécifique (suivi MOE assuré par les services techniques)
 - L'opération « Aménagement du jardin pédagogique de l'école Pierre et Marie Curie »
 - L'étude de pose de panneaux photovoltaïques sur l'école en autoconsommation collective
- Sur les sites à proximité de l'école :
 - L'opération de « reconstruction de la résidence autonomie ».
 - Des opérations de constructions de logement

Vu les concertations des 14, 15 et 16 novembre 2022 avec le personnel des écoles, les parents d'élèves pour présenter l'avant-projet et sa version plus compacte et l'adhésion de tous les partenaires pour opter pour l'accueil des élèves sur un seul site,

Vu la présentation de l'avant-projet sommaire du programme le 22 décembre 2022,

Vu l'avis favorable du COPIL du 9 janvier 2023 qui a regroupé tous les partenaires (enseignants, parents d'élèves, agents, municipalité)

Vu la présentation de l'avant-projet sommaire du programme l'avis du COTEC du 5 janvier 2023,

Vu la délibération n° 2022-23 adoptant le lancement de l'opération de rénovation,

Vu l'appel à projet de l'Etat en date du 14 octobre 2022 précisant les modalités d'attribution des dotations de soutien à l'investissement des collectivités : Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) pour l'année 2023

Il est demandé au conseil municipal de se prononcer par rapport à cette variante du projet initial et de solliciter les aides de l'Etat.

Il est proposé de solliciter l'aide de l'Etat au titre de la DETR soit 30 % d'un montant plafonné à 500 000 €, majoré de 10 % car le programme est inscrit au CRTE soit 200 000 €,

Et de solliciter l'aide de l'Etat au titre de la DSIL à hauteur d'1 500 000 €.

Le plan de financement de cette opération s'établit au 12 janvier 2023 comme suit :

Dépenses	Montant HT	Recettes	Montant
Travaux de rénovation énergétique et de restructuration		DETR bonifiée (40% X 500 000)	200 000 €
- Terrassements VRD	148 590 €	DSIL	1 500 000 €
- Désamiantage	128 500 €	Aide de la Région (pour la partie rénovation énergétique)	46 775 €
- Démolition curage	152 700 €	Département « Opération bas carbone »	150 000 €
- Clos couvert	1 658 665 €	Autofinancement Ville	1 819 480 €
- Second œuvre	893 880 €		
- Lots techniques	733 920 €		
- Options préau + borne élec	92 500 €		
Total	3 716 255 €	Total	3 716 255 €

M. LE SCORNET : Le programme de travaux est très ambitieux et cohérent par rapport à ce qu'on peut attendre d'une école publique. Ça va rassurer les parents, les enseignants et le personnel éducatif. Il y a une ambition forte sur la partie énergétique. On est encore au stade de l'APS et on aura l'occasion d'y revenir au moment de l'APD. Ça démontre notre engagement pris auprès des parents. Nous avons pris une décision courageuse. La crise énergétique nous conforte dans le choix que nous avons fait. C'est aussi une école qui s'inscrit dans un quartier. Elle sera le point structurant du renouvellement urbain dans lequel nous inscrivons le quartier du Pommier. On est en contact régulier avec Mayenne Habitat. Du foncier va être disponible pour des opérations d'habitat.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :

- autorise M. le Maire à solliciter les subventions DETR et DSIL 2023 auprès des services de l'Etat et toutes autres subventions existantes
- l'autorise à réaliser toutes les démarches nécessaires à la réalisation de ce projet auprès des partenaires et des financeurs.

2 - Accompagnants des Elèves en Situation de Handicap (AESH)

M. PAILLASSE expose :

Le Conseil d'Etat dans une décision du 20 Novembre 2020 a considéré qu'il ne revenait pas à l'Etat de prendre en charge l'accompagnement des enfants porteurs de handicap sur les temps périscolaires (pause méridienne, TAP et accueils du matin et du soir) mais aux collectivités territoriales.

Le Directeur départemental de l'éducation nationale par courrier du 23 Août 2022 nous a demandé que cette prise en charge soit effective à la rentrée 2022 pour les nouvelles notifications et progressivement de transférer la charge à la collectivité pour les autres situations durant l'année scolaire.

24 enfants dans les écoles publiques sont repérés comme nécessitant un accompagnement, 17 ont une notification spécifique sur le temps du midi, 15 en ont besoin actuellement. Un enfant n'a pas de notification mais a besoin d'un accompagnement. En mutualisant les AESH, il faudrait 11 AESH sur une partie de la pause méridienne (de 1h à 1h15 en fonction des agents et la mise en place d'un roulement pour la prise de la pause déjeuner pour les AESH). La plupart des AESH qui ont déjà en charge les enfants sur le temps du midi seraient d'accord pour avoir un contrat avec la ville de Mayenne.

Une estimation financière sur la base de 141 jours avec pause méridienne dans l'année a été faite sur la base d'un coût horaire chargé moyen de 19 euros ce qui représente une charge annuelle pour la collectivité de 41 000 euros pour une année.

M. LE SCORNET : On doit respecter cette décision du conseil d'état mais elle nous place dans des situations extrêmement difficiles et délicates. Le risque est de ne pas avoir le même AESH sur le temps scolaire et le temps périscolaire. Ce serait totalement incohérent. Il y a le coût mais je pense que c'est un choix qu'on assume tout naturellement. Ce qui m'interroge c'est le statut des AESH qui est assez précaire. Trouver des personnes pour travailler 10 heures sur le temps du midi, ça va être une mission délicate. Notre sujet est que la prise en charge soit maximale. C'est notre responsabilité et notre honneur d'agir ainsi. On regrette que l'éducation nationale nous place devant une situation extrêmement délicate sans avoir beaucoup de temps pour se retourner. C'est tendu dans beaucoup de collectivités. A ce stade, les agents acceptent aussi d'être employés par la ville de Mayenne sur le temps du midi mais ce ne sera pas toujours garanti.

Mme ANGOT : Nous soutenons cette initiative qui vise une nouvelle fois à pallier la défaillance de l'Etat. Les conséquences sont dramatiques dans les territoires où les collectivités n'ont pas les moyens de prendre la relève. Des parents font appel à des AESH privés ou font le choix de retirer leurs enfants de la cantine. Cette situation envers les enfants fragiles est indigne et elle est la même dans les écoles privées avec une difficulté supplémentaire car la charge des AESH ne peut être financée ni par le forfait, ni par la contribution des familles dont les usages sont strictement encadrés. A Mayenne, 7 enfants sont concernés dont 5 de Mayenne et 2 en hors commune. La collectivité n'a pas l'obligation d'intervenir mais elle en a la possibilité comme le précise l'article L 533-1 du code de l'éducation qui stipule que les collectivités territoriales peuvent faire bénéficier des mesures à caractère social tout enfant sans considération de l'établissement d'enseignement qu'il fréquente. Notre question est donc la suivante : quelle mesure la municipalité peut-elle prendre pour assurer l'égal accès à la restauration scolaire pour tous ?

M. LE SCORNET : Un travail va s'engager avec l'enseignement privé dans le cadre du renouvellement de la convention. Ce dossier y sera évoqué. On a reçu un courrier de M. Angin qui sollicite l'Etat pour une prise en charge du surcoût que ça représente. Nous attendons la réponse de l'Etat.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :

- **mutualise des AESH afin de couvrir la pause méridienne et l'accompagnement des élèves mais également de permettre une pause pour les agents de 45 minutes au minimum le midi. Ce qui signifie que 2 AESH peuvent encadrer 3 enfants, pour permettre à la 3^{ème} d'aller déjeuner.**
- **sollicite les communes dont sont originaires les enfants afin de demander le remboursement de cette nouvelle prise en charge, ajouté à la facture des frais de scolarité. Cela représente aujourd'hui pour 5 enfants 16 000 €.**
- **prévoit au budget RH 2023 la somme de 45 000 € afin de pouvoir assurer cette nouvelle prise en charge. Initialement ont été budgétisées 500 heures seulement au lieu de 2115 heures calculées à ce jour en estimation pour une année.**

3 - Vente de la maison Bertrand et d'un bâtiment annexe sis 6 et 6 bis rue de Verdun – Accord de principe et autorisation de signature

M. MARIOTON expose :

Vu les articles L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales stipulant que le Conseil Municipal règle par délibération les affaires de la commune ;

Vu les articles L. 2241-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales précisant :

- Que le Conseil Municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune ;
- Que toute cession d'immeubles ou de droits immobiliers par une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à délibération motivée du Conseil Municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles ;

- Que le Conseil Municipal délibère au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'Etat et que cet avis est réputé donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la saisine de cette autorité ;

Considérant que cette propriété, constituée de deux ensembles bâtis sis 6 et 6 bis rue de Verdun, contiguë au site de la Mairie et du siège de Mayenne Communauté n'est plus nécessaire au projet de restructuration des locaux envisagé par ces deux entités ;

Considérant que la propriété susmentionnée appartient au domaine privé communal, soumis à un régime de droit privé, et donc aliénable et prescriptible;

Considérant que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à délibération motivée du Conseil Municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles ;

Considérant le descriptif du bien à vendre :

Commune	Parcelle	Adresse	Superficie
Mayenne	AD n°170	6 et 6 bis rue de Verdun	1137 m ²

Soit une propriété composée de 2 espaces bâtis : une grande maison d'habitation avec étage et une construction tout en long, implantée de la limite sur rue au fond de parcelle, avec un grand jardin sur différents niveaux. Le bâti se décompose donc comme suit :

- Une maison (200 m² selon données cadastrales) avec toiture en ardoises actuellement à usage de bureaux comprenant :
 - Au RDC : entrée, 2 pièces avec WC, cuisine, 2 bureaux (anciennement salon et salle à manger), sol en parquet massif, présence dans chaque pièce de cheminée, grande hauteur de plafond, fenêtres en bois avec double vitrage
 - A l'étage : 4 chambres, 1 pièce aveugle, 1 pièce d'eau (WC et lavabo)
 - Sous-sol sur terre battue et combles à aménager
- Un bâtiment annexe de 65 m² environ (anciennement garage, remise et bûcher) actuellement à usage de bureaux : recouvert en ardoises, avec portes et fenêtres en alu en double vitrage, comprenant un grand hall d'accueil et un espace divisé en 2 bureaux, avec coin cuisine (évier) et toilettes, avec garage.

Considérant que le Conseil Municipal délibère au vu de l'avis du service des Domaines, laquelle a adressé son avis par courrier en date du 9 décembre 2022 estimant le bien à 160 000 €

Considérant également l'estimation d'une agence immobilière que le conseil municipal a décidé de retenir, qui au vu du marché fixe la valeur vénale du bien fixée à 180 000 € pour la maison et 70 000 € pour l'annexe de 65 m² environ ;

Considérant qu'une commune peut recourir à une agence immobilière, par le biais d'un mandat écrit conformément à la loi Hoguet du 2 janvier 1970, et entrer en relation avec des acheteurs. Le choix d'une agence immobilière est toutefois soumis à la réglementation des marchés publics, et devra donc être réalisé dans le respect des règles de publicité et de mise en concurrence. C'est pourquoi, une procédure de consultation sera lancée auprès de l'ensemble des agences immobilières de la ville de Mayenne.

M. CHOUZY : Peut-on insérer cette mise en vente sur le site internet de la ville ?

M. LE SCORNET : Effectivement, il faut être totalement transparent sur le processus qui s'engage. Nous devons avoir une gestion active de notre patrimoine dans le contexte actuel.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :

- autorise la mise en vente de la propriété, en un ou deux lots, constituée de deux ensembles bâtis sis 6 et 6 bis rue de Verdun sur les bases de la valeur vénale définie par l'agence immobilière : 180 000 € pour la maison et 70 000 € pour l'annexe
- retient l'agence immobilière choisie après mise en concurrence de toutes les agences immobilières de la commune ;
- autorise Monsieur le Maire à signer les pièces relatives à cette procédure de mise en vente et à effectuer les démarches nécessaires.

4 – Finances – Location des emplacements du dernier niveau du parking du château - Tarifs au 1er janvier 2023

Mme FOURNIER expose :

Cette délibération abroge la délibération n° 13 du conseil municipal du 8 décembre 2022.

Il est proposé au Conseil Municipal de fixer ainsi qu'il suit les tarifs à appliquer pour la location des emplacements du dernier niveau du parking du Château à compter du 1^{er} janvier 2023 :

- Location forfaitaire annuelle 106,00 €
(pour une location inférieure à 6 mois, le tarif appliqué sera celui du semestre soit 53,00 €)
- Caution clé magnétique 19,00 €
- Caution télécommande 41,00 €

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, valide ces tarifs à compter du 1^{er} janvier 2023.

5 - Finances – Budget principal– Exercice 2022– Décision modificative n°5

Mme FOURNIER expose :

Le budget principal 2022 a été adopté par délibération du 7 avril dernier puis ajusté à quatre reprises les 23 juin, 8 septembre 13 octobre et 8 décembre derniers.

Il vous est proposé d'ajuster le budget au moyen d'une cinquième décision modificative (DM) impactant les deux sections budgétaires dans le respect de l'article L 1612-11 du code général de collectivités territoriales (CGCT) qui permet d'apporter des modifications dans un délai de 21 jours suivant la fin de l'exercice budgétaire afin d'ajuster les crédits de la section de fonctionnement pour régler les dépenses engagées avant le 31 décembre et inscrire les crédits nécessaires à la réalisation des opérations d'ordre de chacune des deux sections du budget ou entre les deux sections.

Section de fonctionnement :

SECTION DE FONCTIONNEMENT 2022 :					
Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DÉPENSES	RECETTES
012	01	6216	Personnel affecté par le GFP de rattachement	134 650,00 €	
022	01	022	Dépenses imprévues	-43 056,00 €	
70	520	70848	Remboursement de frais de mise à disposition du personnel du CCAS		27 000,00 €
70	020 9	70876	Remboursements par Mayenne Communauté des carburants acquis dans le cadre du groupement de commande		6 656,00 €
70	814	70876	Remboursements sur frais divers de Mayenne Communauté		15 327,00 €
70	520	70873	Remboursements de frais divers par le CCAS		961,00 €
73	01	7381	Droits de mutation		18 450,00 €
77	64 4	7718	Produits exceptionnels sur opération de gestion		23 200,00 €
042	01	722	Opérations d'ordre - Travaux en régie 2022		95 000,00 €
023	01	023	Virement à la section d'investissement	95 000,00 €	
			TOTAL DM n°5	186 594,00 €	186 594,00 €
			Pour mémoire BP 2022 + DM	20 284 012,00 €	20 284 012,00 €
			TOTAL APRES DM n°5	20 470 606,00 €	20 470 606,00 €

Section d'investissement :

SECTION D'INVESTISSEMENT 2022 :					
Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DÉPENSES	RECETTES
021	01	021	Virement de la section de fonctionnement		95 000,00 €
040	01	2151	Opérations d'ordre travaux en régie 2022	95 000,00 €	
			TOTAL DM n°5	95 000,00 €	95 000,00 €
			Pour mémoire BP 2022 + DM	12 274 361,00 €	12 274 361,00 €
			TOTAL APRES DM n°5	12 369 361,00 €	12 369 361,00 €

Il vous est proposé d'adopter la décision modificative n°5 de l'exercice en cours intégrant les informations précisées ci-dessus, tel que décrites comptablement dans le document annexé, et conformément au tableau ci-dessous :

- au niveau des chapitres :

	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations réelles	91 594,00 €	91 594,00 €	0,00 €	0,00 €
Opérations d'ordre	95 000,00 €	95 000,00 €	95 000,00 €	95 000,00 €

TOTAL	186 594,00 €	186 594,00 €	95 000,00 €	95 000,00 €
--------------	---------------------	---------------------	--------------------	--------------------

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°5 à l'exercice 2022 du budget principal telle qu'elle est présentée et annexée.

6 - Finances – Budget annexe Pompes Funèbres– Exercice 2022 – Décision modificative n°2

Mme FOURNIER expose :

Le budget annexe des Pompes Funèbres 2022 a été adopté par délibération du 7 avril dernier puis ajusté le 8 décembre dernier. Il vous est proposé une seconde et dernière modification budgétaire en section de fonctionnement sur le chapitre des charges financières en raison du montant du rattachement des Intérêts Courus Non Echus plus élevé de 60 € par rapport au montant budgété.

SECTION D'EXPLOITATION:				
Chap.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
66	66112	Intérêts- Rattachement des Intérêts Courus non Echus	60,00	
022	022	Dépenses imprévues	-60,00	
		TOTAL DM n°2	- €	- €
		Pour mémoire BP 2022	1 208 000,00 €	1 208 000,00 €
		TOTAL APRES DM n°2	1 208 000,00 €	1 208 000,00 €

Il est proposé d'adopter la décision modificative n°2 de l'exercice en cours intégrant les informations précisées ci-dessus, tel que décrites comptablement dans le document annexé, et conformément au tableau ci-dessous :

- au niveau des chapitres :

	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations réelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Opérations d'ordre	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°2 à l'exercice 2022 du budget annexe des Pompes Funèbres telle qu'elle est présentée et annexée.

7 - Finances – Budget annexe Crématorium – Exercice 2022 – Décision modificative n°1

Mme FOURNIER expose :

Le budget annexe du crématorium 2022 a été adopté par délibération du 7 avril dernier. Il vous est proposé de procéder à un ajustement budgétaire en section de fonctionnement sur le chapitre des charges financières en raison du montant du rattachement des Intérêts Courus Non Echus plus élevé de 140 € par rapport au montant budgété.

SECTION D'EXPLOITATION:				
Chap.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
66	66112	Intérêts- Rattachement des Intérêts Cours non Échus	140,00	
022	022	Dépenses imprévues	-140,00	
		TOTAL DM n°1	- €	- €
		Pour mémoire BP 2022	2 114 130,00 €	2 114 130,00 €
		TOTAL APRES DM n°1	2 114 130,00 €	2 114 130,00 €

Il est proposé d'adopter la décision modificative n°1 de l'exercice en cours intégrant les informations précisées ci-dessus, tel que décrites comptablement dans le document annexé, et conformément au tableau ci-dessous :

- au niveau des chapitres :

	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations réelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Opérations d'ordre	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°1 à l'exercice 2022 du budget annexe crématorium telle qu'elle est présentée et annexée.

8 - Finances - Exercice 2023 - Subvention de fonctionnement au Centre Communal d'Action Sociale – Avance sur subvention 2023

Mme FOURNIER expose :

L'adoption du budget primitif 2023 est programmée le 13 avril prochain.

Afin de ne pas mettre en difficulté financière le CCAS, il est proposé de verser dès février une avance sur la subvention à allouer en 2023 au CCAS pour un montant de 200 000 €.

Il est précisé que le montant définitif de la subvention 2023 sera déterminé avec l'adoption du budget 2023.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise le versement d'une avance sur la subvention 2023 du CCAS à hauteur de 200 000 €.

9 - Finances - Exercice 2023 - Subvention de fonctionnement à l'Association LES POSSIBLES – Avance sur subvention 2023

Mme FOURNIER expose :

Par délibération n°3 du 8 décembre dernier, une convention d'objectifs et de moyens avec l'Association Les Possibles relative à l'animation sociale pour les années 2023-2025 a été autorisée impliquant notamment le versement à l'association d'une subvention annuelle de 352 751,40 €, sous réserve de la confirmation par le Conseil Municipal à l'occasion du vote du budget.

Le vote du budget primitif 2023 interviendra le 13 avril prochain.

En ce début d'année 2023, l'association LES POSSIBLES devra faire face à des besoins de trésorerie. Il est proposé, afin de ne pas mettre en difficulté financière l'association, de lui verser une avance mensuelle de 29 000 € en février et en mars 2023.

Il est précisé que le montant définitif de la subvention 2023 sera déterminé avec l'adoption du budget 2023 conformément à la convention d'objectifs et de moyens précitée.

M. LE SCORNET : Ils vont renouveler leur convention avec la CAF cette année. Ils sont sur une continuité de leur service avec des choses nouvelles. Je salue l'engagement des équipes et des bénévoles.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise le versement d'une avance totale de 58 000 € sur la subvention 2023 de l'association LES POSSIBLES à verser comme ci-dessus détaillé.

10 - Finances - Exercice budgétaire 2023 – Budget annexe Eau et Assainissement - Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits

Mme FOURNIER expose :

En application de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (3ème alinéa et suivants), le Maire peut avant le vote du budget primitif, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le vote du budget 2023 intervenant le 13 avril prochain et dans la mesure où le Département envisage des travaux de renouvellement des enrobés pendant l'été 2023 sur la RD 304 correspondant aux boulevards de l'Europe et Jean Jaurès, il est proposé de faire précéder ces travaux, de travaux de renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable sur le boulevard Jean Jaurès.

IMPUTATION			AFFECTATION DES CRÉDITS	Dépenses Montant HT
Chap.	Nature	Service		
21	2156	10	Travaux de renouvellement des réseaux Bd Jean Jaurès en eau potable	77 000 €
21	2156	20	Travaux de renouvellement des réseaux Bd Jean Jaurès en eaux usées	179 000 €
			TOTAL	256 000 €

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :

- autorise le Maire à mandater les dépenses d'investissement et de fonctionnement dans les conditions prévues par l'article 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et dans la limite des crédits précisés ci-dessus jusqu'au vote du budget primitif du budget principal 2023.

- dit que les crédits votés seront repris au budget primitif du budget eau et assainissement 2023 lors de son adoption.

11 - Finances - Exercice budgétaire 2023 – Budget Principal - Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits

Mme FOURNIER expose :

En application de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (3ème alinéa et suivants), le Maire peut avant le vote du budget primitif, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement

dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le vote du budget 2023 intervenant le 13 avril prochain et, dans la mesure où le Département envisage des travaux de renouvellement des enrobés pendant l'été 2023 sur la RD 304 correspondant aux boulevards de l'Europe et Jean Jaurès, il est proposé de faire précéder ces travaux, de travaux d'aménagement d'une piste cyclable en ouvrant des crédits par anticipation au budget 2023.

IMPUTATION Chap. Nature Fonction			AFFECTATION DES CRÉDITS	Dépenses Montant TTC
21	2151	822 0	Travaux d'aménagement d'une piste cyclable boulevards de l'Europe et Jean Jaurès	991 000 €
23	2315	822 0	Travaux d'aménagement d'une piste cyclable boulevards de l'Europe et Jean Jaurès	67 000 €
23	2315	811	Travaux sur le réseau d'eaux pluviales boulevard Jean Jaurès	138 000 €
			TOTAL	1 196 000 €

Il est envisagé d'intégrer dans le plan de financement de ces travaux une subvention du Département sur les aménagements cyclables, un fonds de concours du Département, un fonds de concours de Mayenne Communauté, le fonds vert de l'Etat et toute autre possibilité de financement.

M. LE SCORNET : Beaucoup de concertations et de réunions de travail ont eu lieu avec les services, le département, la région et l'Etat. C'est un projet plutôt bien accepté. Nous sommes fiers de la méthode utilisée. On espère que le résultat sera à la hauteur de nos espérances. Nous sommes contraints par le calendrier car le département va procéder au renouvellement de l'enrobé du viaduc et il faut qu'on soit prêt à ce moment-là. Ce sont des travaux qui vont se dérouler en grande partie sur la période estivale, ce qui va provoquer quelques difficultés de circulation.

Mme DESBOIS : On travaille sur l'aménagement du viaduc depuis le début du mandat. C'est un dossier sur lequel on a beaucoup discuté. Un cabinet a travaillé sur le schéma directeur cyclable de Mayenne Communauté et a pointé du doigt le viaduc car c'est une liaison très importante entre l'est et l'ouest et qui relie les grandes infrastructures. C'est un peu la colonne vertébrale de ce schéma directeur et qui rend la ville plate. On a voulu être très prudent sur cet aménagement pour laisser de la place à tous. On a eu l'occasion de faire trois réunions, accompagné par un bureau d'études qui a travaillé sur les plans. C'est très bien reçu. On a également rencontré les riverains et ils sont contents du projet.

M. MOTTAIS : On avait évoqué l'expérimentation du passage à sens unique dans la rue de Jouvence. Est-ce que ça va être expérimenté ou pas ?

M. MARIOTON : La discussion autour du passage à sens unique de la rue de Jouvence a été un exercice de style qui m'a beaucoup déstabilisé. J'ai rencontré des riverains froids et bornés. Quelqu'un qui me dit les bras croisés « je ne vois pas pourquoi vous réfléchissez, on est très bien dans notre rue, ne touchez à rien ». Je ne vois pas ce que je peux utiliser d'autre comme terme. Ça peut choquer mais aujourd'hui et vu l'état d'esprit, on abandonne complètement cette solution. Je n'ai pas envie de démarrer un feu où on irait au tribunal administratif. Comme l'a dit quelqu'un qui était présent à la réunion, on va apprendre aux parents à se gouverner et à faire attention aux enfants. On travaille plutôt sur la transformation de l'entrée devant le collège en une zone 20 km/h et en interdisant tout stationnement de véhicule et en rendant le piéton prioritaire à cet endroit. Est-ce que ça suffira ? Je pense que oui mais malheureusement je n'en ai pas la certitude.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :

- autorise le Maire à mandater les dépenses d'investissement et de fonctionnement dans les conditions prévues par l'article 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et dans la limite des crédits précisés ci-dessus jusqu'au vote du budget primitif du budget principal 2023.**
- dit que les crédits votés seront repris au budget primitif du budget principal 2023 lors de son adoption.**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 50.

Vu, la secrétaire

Caroline DESBOIS



Vu, le Maire

Jean-Pierre LE SCORNET

